



Extrait de l'Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/La-hausse-de-la-dette-publique-de>

# La hausse de la dette publique de la France provient pour l'essentiel des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1154 - juin 2014 -  
Date de mise en ligne : dimanche 12 octobre 2014

Date de parution : juin 2014

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

Contrairement à ce que fait croire le discours dominant, la France ne vit pas « au-dessus de ses moyens ». La hausse de la dette publique ne vient pas d'une croissance excessive des dépenses publiques.

L'audit citoyen de la dette publique, qui a été publié le 27 mai dernier, le prouve, chiffres à l'appui :

" l'augmentation de la dette de l'État, soit 79% de la dette publique, ne s'explique pas par l'augmentation des dépenses, dont la part dans le PIB a, au contraire, diminué de 2% en 30 ans.

" elle s'explique d'abord parce que l'État s'est systématiquement privé de recettes en exonérant d'impôts et de taxes les grandes entreprises et les ménages les plus aisés : en ces mêmes 30 dernières années, la multiplication de ces cadeaux fiscaux a fait chuté de 5% la part des recettes de l'État dans le PIB.

" elle s'explique ensuite parce que les taux d'intérêts exigés par les marchés financiers ont atteint des niveaux excessifs, notamment au cours des années 1990, à cause de la politique du "franc fort" pour préparer l'euro. Par effet "boule de neige", les conséquences de cette politique pèsent encore lourdement sur la dette actuelle.

Si l'État avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait de 24% moins élevée.

Si l'État, au lieu de se financer sur les marchés financiers avait emprunté directement auprès des ménages à un taux d'intérêt réel (compte tenu de l'inflation) de 2%, la dette publique serait de 29% moins élevée.

Si l'État n'avait pas réduit ses recettes et choyé les marchés financiers, la dette publique en 2012, au lieu de s'élever à 90% du PIB aurait été de 43% du PIB.

Or, comme dans la plupart des pays européens, l'objectif prioritaire de la politique menée en France est encore la réduction des déficits et de la dette publique, et, au nom de cet impératif, le pacte "de responsabilité" implique une réduction supplémentaire de 50 milliards sur les dépenses publiques...